

« La décroissance, c'est le contraire de la croissance. »

*Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer
fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance
pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que
la recherche effrénée du profit par les détenteurs de capital.*

Serge Latouche, *Le Pari de la décroissance*, 2006

Si *Le Robert* définit la décroissance comme « l'état de ce qui décroît », le mouvement récent de la décroissance s'appuie plutôt sur un rejet de l'idéal de croissance. Les tenants de la décroissance, qu'on appelle « décroissants » ou encore « objecteurs de croissance », contestent l'idée d'une croissance économique infinie. Ce concept, dont on attribue la paternité à l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen dans les années 1960, connaît depuis le début des années 2000 un regain d'intérêt. La décroissance reposant sur une critique de la recherche de croissance macroéconomique érigée au rang de dogme, se trouve renforcée du fait de la prise de conscience internationale des dommages infligés par l'homme à la nature. Fondée sur la critique de la croissance, la décroissance ne constitue cependant pas le concept inverse de celui-ci. Trois raisons principales l'illustrent.

Tout d'abord, les fondements de la décroissance reposent sur les limites ou insuffisances de la croissance. La croissance macroéconomique renvoie aux indicateurs de richesse

nationale d'un pays ou groupe de pays. L'expression souvent relayée dans les médias de « relance de la croissance » signale donc la volonté d'accroître la quantité de richesses produite dans un pays sur une période donnée. Cette richesse est mesurée exclusivement par le produit intérieur brut (PIB) qui représente la somme des valeurs ajoutées par les agents économiques du pays en question. Le PIB comptabilise aussi bien les biens et services produits par les entreprises (voitures, électroménager, services à la personne, etc.) que les services fournis par les administrations publiques (services de santé, défense nationale, etc.). Cette relance se traduit donc essentiellement par une augmentation de la production de biens et services, qui implique un accroissement des débouchés, provenant lui-même d'un surcroît de consommation et/ou d'investissement. Dans cette perspective, considérer le bien-être des citoyens d'un pays par le seul indicateur du PIB interdit la prise en compte de nombre de « facteurs de bonheur » d'une société. L'absence de critères qualitatifs dans l'analyse du bien-être à travers le PIB ne permet pas de valoriser le cadre de vie (qualité de l'air, urbanisme, entretien des forêts, etc.), de prendre en compte l'état des relations sociales (conflits en société, insécurité, chômage, etc.) ou encore de comptabiliser des activités d'autoproduction (travail domestique, dons, entraide et solidarité, etc.). Les objecteurs de croissance tiennent ces limites pour preuves que l'analyse du bien-être des populations à travers le seul indicateur du PIB constitue une gageure. C'est pour cette raison qu'ils sont nombreux à penser, à l'instar de V. Cheynet, que « la décroissance, c'est d'abord la décroissance économique » (*Le Choc de la décroissance*, 2008, p. 59). P. Ariès chiffre même les économies en termes de ressources

représentées par une décroissance durable du PIB : une « décroissance de 2 % par an fait économiser 25 % en 29 ans et 50 % en 69 ans » (*La Décroissance, un nouveau projet politique*, 2007, p. 182).

Cependant, on peut objecter à ce raisonnement que le PIB est un indice qui intègre beaucoup de choses très différentes les unes des autres : s'y côtoient par exemple des valeurs ajoutées à forte, à moyenne et à faible ponction sur la nature, d'autres génératrices de liens sociaux et de lutte contre les inégalités correspondant précisément à ce que défendent les objecteurs de croissance, etc. « Croissance ou décroissance du PIB ne signifie donc pas grand-chose », admet S. Lavignotte dans *La décroissance est-elle souhaitable ?* (2010, p. 54). Ces arguments amènent finalement les partisans de la décroissance (en particulier P. Ariès, J.-C. Besson-Girard et S. Latouche) à nuancer leurs propos en acceptant l'idée que la décroissance peut se traduire par une baisse du PIB, mais pas nécessairement : la « décroissance n'est pas une croissance négative » (P. Ariès, *Décroissance ou barbarie*, 2005, p. 13 et 163). A. Caillé, figure du mouvement anti-utilitariste, s'étonne de cette ambiguïté : « Latouche ou d'autres champions de la décroissance admettent de plus en plus que, puisque tout est en définitive question d'état d'esprit, on pourrait avoir de la décroissance avec un taux de croissance de 3 ou 4 %. » (« Les ambiguïtés d'un discours », *Entropia*, n° 5, 2008, p. 62). J.-M. Harribey dénonce une « argumentation en trompe-l'œil qui n'assume pas sa propre logique de raisonnement : s'il faut diminuer certaines productions, ou toutes selon certains décroissancistes, il faut le dire et ne pas faire semblant d'utiliser le "mot-obus" de la

décroissance pour se défausser avant qu'il n'éclate » (« Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ? », *Contretemps*, n° 18, 2007, p. 145).

Ensuite, le terme de décroissance se veut davantage un slogan politique qu'un concept économique. Ce terme ne s'applique pas à la notion du PIB. La décroissance du PIB n'est pas la finalité recherchée en soi. Le mouvement des décroissants s'apparente plutôt à un mouvement « d'a-croissants », c'est-à-dire un mouvement qui « n'adhère pas au dogme de la croissance ». « Être disciple de la décroissance » serait finalement comme « être disciple de l'athéisme » ; comme si croire aux vertus de la croissance économique s'apparentait à une religion. Comme l'indique S. Latouche, la décroissance consiste en « l'abandon d'une foi, d'une religion, celle de l'économie, de la croissance, du progrès, du développement » (*Le Pari de la décroissance*, 2006, p. 17). La décroissance n'est pas dotée d'une théorie comme peut l'être la croissance. La décroissance en tant que slogan politique amène à rechercher et à définir les contours d'un projet alternatif de celui fondé sur le dogme de la croissance. Elle prône la prise en compte dans les représentations économiques de l'environnement planétaire et constitue une critique acérée des théories économiques. L'incorporation de la biosphère comme un cadre d'analyse du fonctionnement des activités humaines est encouragée. Dans cette perspective, l'environnement est situé au-dessus de tout système marchand.

Enfin, au-delà du rejet de la croissance, les tenants de la décroissance s'appuient sur une critique du capitalisme. Ils prônent la rupture avec le capitalisme qu'ils rendent respon-

sable des impacts sur le capital naturel. La course effrénée des capitalistes au profit s'accompagne de besoins insatiables de consommation dont les conséquences sur l'environnement sont irréversibles. Cependant, la rupture avec le capitalisme ne repose pas uniquement sur la prise de conscience des dommages écologiques. Dès les années 1960, certains partisans de la décroissance comme I. Illitch remettent en cause l'accumulation capitaliste sur la base de l'échec du développement des pays du Sud et des désordres observés dans les pays du Nord. La rupture avec le capitalisme prend racine dans la remise en cause de la société de consommation et l'imaginaire de la science et du progrès. La décroissance implique le rejet de la croyance d'une science toute puissante capable de corriger les dysfonctionnements du capitalisme. La décroissance repose donc sur la critique de la technique et du développement renforcée par la crise écologique récente.

En rupture profonde avec la tendance dominante, la décroissance s'attaque à l'une des grandes croyances des sociétés contemporaines : les bienfaits de la croissance économique. La décroissance ne constitue pas l'antithèse de la croissance mais se présente comme une invitation à la construction d'une société alternative. En remettant en cause une des certitudes de l'extrême majorité des responsables politiques et économiques, la décroissance dérange, agace parfois, mais interpelle. La prise de conscience des conséquences néfastes des modes de vie occidentaux sur la nature donne un nouvel élan à ce mouvement très controversé. La remise en cause des préceptes issus de plus de 200 ans de travaux d'économie politique, associée à des formules chocs

telles que « totalitarisme économiciste, développementiste et progressiste » (S. Latouche), constitue une rupture radicale dans l’imaginaire de la consommation et une ouverture vers la recherche d’une nouvelle organisation de la société.

Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994)

On attribue à Nicholas Georgescu-Roegen la paternité du concept de décroissance. Né à Constanza (Roumanie), issu d’une famille modeste, il se passionne très tôt pour les mathématiques, entre en 1927 à l’Institut de statistique de l’université de Paris (ISUP) et obtient en 1930 un doctorat de mathématiques. Sa thèse, consacrée au *Problème de la recherche des composantes cycliques d’un phénomène*, est publiée dans le *Journal de la Société de statistique de Paris* (octobre 1930, p. 5-52).

Il s’inscrit ensuite au University College de Londres (1930-1932) où il suit notamment les cours d’économie de Karl Pearson et obtient une bourse de la fondation Rockefeller pour participer aux travaux du Harvard Economic Barometer. Arrivé à Harvard en 1934, il apprend que le projet auquel il devait participer n’existe plus. Il intègre alors l’équipe d’économistes de Joseph A. Schumpeter (1934-1936) et côtoie entre autres Edgar Hoover, Nicholas Kaldor, Oskar Lange, Wassily Leontief, Fritz Machlup, Paul Sweezy, Frank Taussig et Gerhard Tintner ! Les quatre articles publiés durant cette période d’effervescence intellectuelle consacrent l’entrée de N. Georgescu-Roegen dans la discipline économique.

De retour en Roumanie, membre du parti national paysan, il mène de front plusieurs activités. Parallèlement à ses fonctions d’enseignant de statistique à l’université de Bucarest (jusqu’en 1946), il s’implique dans les affaires publiques de son pays : conseiller économique au département des Finances (1938), directeur au ministère roumain du Commerce (1939-1944) et même secrétaire général de la commission roumaine d’armistice avec l’URSS (1944-1945). Après l’instauration définitive du régime communiste en Roumanie, il émigre avec sa famille aux États-Unis où il est accueilli par l’université de

Harvard. De 1949 à 1976, il est professeur de théorie économique à l’université Vanderbilt de Nashville (Tennessee). Il enseigne furtivement à l’Institut universitaire d’études du développement de Genève (1974), à l’université de Virginie-Occidentale (1976) et à la faculté de sciences économiques de Strasbourg (1977-1978). Les nombreuses conférences auxquelles il participe l’amènent à mettre un pied sur tous les continents. Il meurt à Nashville le 30 octobre 1994.

Ses travaux créent un lien original entre économie et environnement et nous invitent à revoir notre manière de concevoir le développement économique. À l’approche mécanique de l’économie, Nicholas Georgescu-Roegen propose de substituer une approche thermodynamique basée sur les lois de conservation (rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme) et d’entropie* (épuisement irréversible des ressources). Il ouvre ainsi la voie à la bioéconomie.

Une liste regroupant 90 publications de Nicholas Georgescu-Roegen est proposée par J. Grinevald et I. Rens dans (*La Décroissance*, 2008, p. 267-280).